

<http://www.pierrealainmillet.fr/Pour-la-defense-du-logement-social>



# Pour la défense du logement social, il y a urgence !

- Logement -

Date de mise en ligne : mardi 3 février 2015

---

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**La démission retentissante du vice-président de la métropole en charge de l'habitat, du logement et de la politique de la ville révèle ce que Gérard Collomb tente de masquer derrière le marketing métropolitain, la métropole a mangé son pain blanc et les problèmes sont devant nous, graves, à la hauteur de la crise qui secoue la France et dont personne ne peut dire jusqu'ou elle ira.**

**Oui, ceux qui nous répètent depuis des mois que Lyon serait l'exemple de la réussite face à la crise, que la métropole allait « réunir l'urbain et l'humain »â€!allant parfois jusqu'à affirmer qu'elle allait faire reculer à elle-seule le chômage, tous sont des publicitaires qui tentent de vendre un produit déjà périmé, et tout cela vole et va voler en éclat.**

Olivier Brachet était représentatif de cette politique Collomb qui faisait croire, parfois même à des élus communistes [ [1](#)], qu'il n'y avait plus de choix politique et que la communauté urbaine était une institution « à part »â€! Un vice-président engagé dans la vie sociale, fin connaisseur de ses dossiers, faisant depuis toujours lui, ce lien entre l'urbain et l'humain, notamment à travers ce qu'il connaissait des situations d'urgence de logement, un vice-président loyal, tellement loyal que Collomb lui avait confié la direction de sa campagne électorale, lui qui n'était pourtant pas du sérail politiqueâ€!

La décision est révélatrice de la vérité de la « méthode Collomb » « Je ne fais pas la morale, je n'accuse personne, mais je ne partage plus suffisamment les choix et surtout les méthodes qui sont retenus, donc il est normal que je me retire », pointant pour les méthodes l'organisation de la Métropole qui se réalise « sans relations suffisantes avec les élus et spécialement l'exécutif »

Mais les désaccords principaux sont sur les orientations budgétaires et « la méthode retenue pour faire face aux difficultés financières ». Car la métropole a voté un budget le 26 Janvier, avec une hausse de 5% des taux de fiscalité, qui ne comble que partiellement la baisse des dotationsâ€!Il faut donc réduire les investissementsâ€!.oui mais lesquels ? Et bien, on ne sait pas. La "planification pluri-annuelle des investissements reste à faire" ! Mais on sait qu'il faut aller faire le siège de Collomb pour en savoir plus, et "la méthode Collomb" révèle toute sa violence du secret et des petits arrangements entre amis..

La démission de Olivier Brachet nous dit donc que le logement va être un des parents pauvres des décisions que prendra la métropole. Car Collomb bien sûr sait lui où il va couper ! Quand il décide de remettre en cause le projet de fabrique Opéra à Vénissieux, il n'organise pas un débat d'orientation budgétaire pour définir des critères de sélection des projetsâ€! Quand il baisse le budget de la voirie et notamment des travaux de proximité à Vénissieux, il prend une décision sans qu'on sache ce qu'il décide ailleursâ€!

Bref, la grande moulinette de l'austérité fonctionne dans le secret des rencontres de cabinetâ€!

Au-delà donc de l'avenir personnel de Olivier Brachet, la question la plus importante est celle de la défense des priorités sociales dans les investissements de la métropole. Olivier Brachet constate qu'il ne peut seul défendre les priorités qu'il souhaite [ [2](#) ]â€! Il a raison, mais l'expérience des communistes sur ces questions, c'est que le lien entre le travail d'un élu et le mouvement social est déterminant. Qui peut défendre le logement social ? Pas la technocratie, pas les institutions ! Si les demandeurs de logement ne s'expriment pas collectivement, si les locataires ne renforcent pas leur associations pour faire grandir les exigences des bailleurs sociaux, si plus généralement un mouvement social ne grandit pas pour faire reculer l'austérité, et imposer enfin d'autres choix politiques dans

## Pour la défense du logement social, il y a urgence !

---

l'agglomération comme au niveau national, il ne restera que le petit jeu des alliances de circonstances entre ceux qui acceptent les règles de la "méthode Collomb"

Comme adjoint au logement de Vénissieux, j'avais eu l'occasion de discuter avec Olivier Brachet sur les besoins de logements sociaux à Vénissieux, et j'avais été surpris et choqué par sa réponse. « Vous ne serez servi qu'après les autres ». Il essayait de concilier l'inconciliable, la baisse prévisible du financement du logement social, et la priorité aux villes qui sont en dessous des seuils de la loi SRU. Et comme il n'est pas un politicien retors à la mode Collomb, il ne m'a pas dit "je ne sais pas", "on verra plus tard" et autres détournements de questions. Il m'a dit une vérité que la logique métropolitaine lui impose. L'objectif n'est pas de répondre aux besoins des habitants, donc de faire le plus de logement social, là où les habitants en demandent le plus. L'objectif est l'affichage politique de Gérard Collomb et son accord avec les communes de l'Ouest Lyonnais qui n'atteindront pas les objectifs de logements sociaux et qui ont obtenus de "mutualiser" leurs objectifs avec la ville de Lyon. Il faut donc construire des logements sociaux d'abord à Lyon. Double avantage pour Collomb. Il satisfait les maires de droite de l'Ouest, et il peut apparaître comme plus social à Lyon.

Pendant ce temps, un dossier prioritaire pour la ville de Vénissieux de 28 logements sociaux qui avait été validé de manière informelle en Juin, puis validé par le vice-président en Décembre, mais reporté début 2015, est toujours en attente.

Et ceux qui connaissent le nouveau programme de rénovation urbaine qui a validé des objectifs importants de construction de logements sociaux à Vénissieux se demandent si Collomb est capable carrément de le remettre en cause !

Oui, il est urgent que les habitants du Grand Lyon viennent bousculer cette institution métropolitaine !

---

[1] ou proche des élus communistes comme Gérard Claisse, venu à la vie politique dans le combat contre le péage du périphérique nord et devenu depuis le vice-président en charge d'expliquer aux citoyens les grands projets de Gérard Collomb

[2] ce qui conforte les élus Vénissiens qui ont refusé de participer à l'exécutif, de toute façon, ce n'est pas en étant vice-président qu'on peut faire bouger les lignes.